

Table des matières

1. ACTEURS DE L'IMMOBILIER

AGENT IMMOBILIER

2 septembre 2011. – LOI réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (<i>Mémorial A n° 198, 22 septembre 2011</i>)	2	19 février 1990. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant le montant des travaux de construction non soumis au recours obligatoire d'un architecte ou d'un ingénieur-conseil en constructions, en exécution de l'article 5, alinéa 2 de la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil (<i>Mémorial A n° 15, 19 mars 1990</i>).....	39
1 ^{er} décembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet: 1. d'établir la liste et le champ d'application des activités artisanales prévues à l'article 12(1) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. de déterminer les critères d'équivalence prévus à l'article 12(3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 3. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 déterminant le champ d'activité des métiers principaux et secondaires du secteur artisanal; 4. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 ayant pour objet d'établir une nouvelle liste des métiers principaux et secondaires, prévus à l'article 13(1) de la loi modifiée du 28 décembre 1988; 5. d'abroger le règlement grand-ducal modifié du 15 septembre 1989 fixant les critères d'équivalences prévues à l'article 13 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 (<i>Mémorial A n° 248, 5 décembre 2011</i>)	13	17 juin 1992. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la déontologie des architectes et des ingénieurs-conseils (<i>Mémorial A n° 53, 28 juillet 1992</i>)	39
1 ^{er} décembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les modalités de l'instruction administrative prévue à l'article 28 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (<i>Mémorial A n° 248, 5 décembre 2011</i>)	20	2 septembre 2011. – LOI réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (<i>Mémorial A n° 198, 22 septembre 2011</i>).....	41
3 février 2012. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL précisant les modalités des formations prévues aux articles 7, 8 (1) c), 9 b) et 10 (1) b) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (<i>Mémorial A n° 22, 9 février 2012</i>)	21	1 ^{er} décembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet: 1. d'établir la liste et le champ d'application des activités artisanales prévues à l'article 12(1) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. de déterminer les critères d'équivalence prévus à l'article 12(3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 3. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 déterminant le champ d'activité des métiers principaux et secondaires du secteur artisanal; 4. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 ayant pour objet d'établir une nouvelle liste des métiers principaux et secondaires, prévus à l'article 13(1) de la loi modifiée du 28 décembre 1988; 5. d'abroger le règlement grand-ducal modifié du 15 septembre 1989 fixant les critères d'équivalences prévues à l'article 13 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 (<i>Mémorial A n° 248, 5 décembre 2011</i>)	41
20 janvier 1972. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant le barème des commissions maxima pouvant être facturées par les agents immobiliers (<i>Mémorial A n° 4, 27 janvier 1972</i>).....	26	1 ^{er} décembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les modalités de l'instruction administrative prévue à l'article 28 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (<i>Mémorial A n° 248, 5 décembre 2011</i>)	42
		COORDINATEURS SANTE ET SECURITE	
ARCHITECTE ET INGENIEUR CONSEIL		27 juin 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en oeuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles (<i>Mémorial A n° 122, 21 août 2008</i>).....	45
13 décembre 1989. – LOI portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil (<i>Mémorial A n° 82, 23 décembre 1989</i>)	32	9 juin 2006. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL – concernant la formation appropriée par rapport aux activités de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles; – déterminant les modalités d'octroi de l'agrément en matière de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles (<i>Mémorial A n° 103, 14 juin 2006</i>)....	57
NOTE explicative de l'OA sur la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil	37		

GEOMETRE

25 juillet 2002. – LOI portant – création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel; – modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (*Mémorial A n° 108, 11 septembre 2002*)

62

2 septembre 2011. – LOI réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (*Mémorial A n° 198, 22 septembre 2011*)

66

1^{er} décembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet: 1. d'établir la liste et le champ d'application des activités artisanales prévues à l'article 12(1) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. de déterminer les critères d'équivalence prévus à l'article 12(3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 3. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 déterminant le champ d'activité des métiers principaux et secondaires du secteur artisanal; 4. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 ayant pour objet d'établir une nouvelle liste des métiers principaux et secondaires, prévus à l'article 13(1) de la loi modifiée du 28 décembre 1988; 5. d'abroger le règlement grand-ducal modifié du 15 septembre 1989 fixant les critères d'équivalences prévues à l'article 13 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 (*Mémorial A n° 248, 5 décembre 2011*)

66

1^{er} décembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les modalités de l'instruction administrative prévue à l'article 28 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (*Mémorial A n° 248, 5 décembre 2011*)

66

PROMOTEUR IMMOBILIER

2 septembre 2011. – LOI réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (*Mémorial A n° 198, 22 septembre 2011*)

67

1^{er} décembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet: 1. d'établir la liste et le champ d'application des activités artisanales prévues à l'article 12(1) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. de déterminer les critères d'équivalence prévus à l'article 12(3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 3. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 déterminant le champ d'activité des métiers principaux et secondaires du secteur artisanal; 4. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 ayant pour objet d'établir une nouvelle liste des métiers principaux et secondaires, prévus à l'article 13(1) de la loi modifiée du 28 décembre 1988; 5. d'abroger le règlement grand-ducal modifié du 15 septembre 1989 fixant les critères d'équivalences prévues à l'article 13 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 (*Mémorial A n° 248, 5 décembre 2011*)

67

1^{er} décembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les modalités de l'instruction administrative prévue à l'article 28 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (*Mémorial A n° 248, 5 décembre 2011*)

68

SYNDIC DE COPROPRIETE

2 septembre 2011. – LOI réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (*Mémorial A n° 198, 22 septembre 2011*)

69

1^{er} décembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet: 1. d'établir la liste et le champ d'application des activités artisanales prévues à l'article 12(1) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. de déterminer les critères d'équivalence prévus à l'article 12(3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 3. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 déterminant le champ d'activité des métiers principaux et secondaires du secteur artisanal; 4. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 ayant pour objet d'établir une nouvelle liste des métiers principaux et secondaires, prévus à l'article 13(1) de la loi modifiée du 28 décembre 1988; 5. d'abroger le règlement grand-ducal modifié du 15 septembre 1989 fixant les critères d'équivalences prévues à l'article 13 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 (*Mémorial A n° 248, 5 décembre 2011*)

69

1^{er} décembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les modalités de l'instruction administrative prévue à l'article 28 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (*Mémorial A n° 248, 5 décembre 2011*)

70

2. CONSTRUCTION DE L'IMMEUBLE

ACTION DIRECTE

CODE civil 74

AEROPORT

17 mai 2006. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Aéroport et environs» (*Mémorial A n° 101, 14 juin 2006; Rect. Mémorial A n° 133, 8 août 2006*) 75

AMIANTE

30 juin 1989. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant application de la directive 87/217 CEE du Conseil du 19 mars 1987 concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'environnement par l'amiante (*Mémorial A n° 51, 27 juillet 1989*) 87

15 juillet 1988. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail (*Mémorial A n° 40, 30 juillet 1988*) 89

ASCENSEURS

25 octobre 1999. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif aux ascenseurs (*Mémorial A n° 138, 3 novembre 1999*) 100

AUDIT ENERGETIQUE DES BATIMENTS DU SECTEUR TERTIAIRE ET RESIDENTIEL

11 août 1996. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la réalisation d'audits énergétiques dans les bâtiments du secteur résidentiel et tertiaire, ainsi que dans les entreprises (*Mémorial A n° 67, 18 septembre 1996*) 119

AUTORISATION DE CONSTRUIRE

19 juillet 2004. – LOI concernant l'aménagement communal et le développement urbain (*Mémorial A n° 141, 4 août 2004*) 122

AUTORISATION PARTICULIERE (CENTRE COMMERCIAL)

2 septembre 2011. – LOI réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (*Mémorial A n° 198, 22 septembre 2011*) 137

1^{er} décembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la forme et le contenu du dossier de demande d'autorisation particulière ainsi que la composition et le fonctionnement de la commission d'équipement commercial, prévues à l'article 35 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (*Mémorial A n° 248, 5 décembre 2011*) 138

BRUIT

21 juin 1976. – LOI relative à la lutte contre le bruit (*Mémorial A n° 35, 1^{er} juillet 1976*) 143

CODE pénal. 145

13 février 1979. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers (*Mémorial A n° 21, 21 mars 1979*) 146

CONTRAT D'ENTREPRISE

CODE civil. 148

COURS D'EAU

DISTANCES

CODE civil 153

EAU

19 décembre 2008. – LOI relative à l'eau modifiant 1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre; 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures; 4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; 6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; 7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'Etat et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts; 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables; 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau; 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau; 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre; 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000 (*Mémorial A n° 217, 30 décembre 2008*) 155

ELECTRICITE

1^{er} août 2007. – LOI 1) relative à l'organisation du marché de l'électricité; 2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie; 3) abrogeant – la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport; – la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes; – la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg; – la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg; – la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité; et 4) modifiant – la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; – la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (*Mémorial A n° 152, 21 août 2007*) 183

ETABLISSEMENTS CLASSES

10 juin 1999. – LOI relative aux établissements classés (*Mémorial A n° 100, 28 juillet 1999*). 225

14 septembre 2000. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les études des risques et les rapports de sécurité (*Mémorial A n° 100, 5 octobre 2000*). 238

13 septembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la procédure particulière à suivre pour certains établissements classés (*Mémorial A n° 205, 3 octobre 2011*). 240

10 mai 2012. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés et modifiant – le règlement grand-ducal modifié du 14 septembre 2000 concernant les études des risques et les rapports de sécurité; – le règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2003 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (*Mémorial A n° 105, 25 mai 2012*). 240

6 mai 1996. – RÈGLEMENT MINISTERIEL concernant l'intervention d'organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du travail et des mines (*Mémorial A n° 38, 7 juin 1996*). 273

7 mars 2003. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (*Mémorial A n° 48, 17 avril 2003*). 277

26 juillet 1999. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les prescriptions générales pour les stations fixes de distribution de gasoil dont la capacité totale des dépôts est supérieure à 300 litres et inférieure ou égale à 20.000 litres en matière d'établissements classés (*Mémorial A n° 100, 28 juillet 1999*). 286

26 juillet 1999. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les prescriptions générales pour les garages et parkings couverts pouvant recevoir entre 5 et 20 véhicules en matières d'établissements classés (*Mémorial A n° 100, 28 juillet 1999*). 289

GARANTIE BIENNALE

CODE civil 296

GARANTIE DECENNALE

CODE civil 297

GESTION DES DÉCHETS

21 mars 2012. – LOI relative à la gestion des déchets, et modifiant 1. la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement; 2. la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKësch; 3. la loi du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets; 4. la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur (*Mémorial A n° 60, 28 mars 2012*) 302

19 novembre 2008. – DIRECTIVE 2008/98/CE du Parlement européen et du conseil relative aux déchets et abrogeant certaines directives (*J.O. L 312, 22 novembre 2008*) 305

MARCHE A FORFAIT

CODE civil 323

ORGANISMES DE CONTROLE

21 avril 1993. – LOI relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement (*Mémorial A n° 42, 9 juin 1993*) 326

PERFORMANCE ENERGETIQUE

30 novembre 2007. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation et modifiant: 1. le règlement grand-ducal du 22 novembre 1995 concernant l'isolation thermique des immeubles; 2. le règlement grand-ducal du 25 mai 2005 fixant les conditions et modalités d'octroi et de calcul de la participation étatique aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement; 3. le règlement grand-ducal du 10 février 1999 relatif à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie (*Mémorial A n° 221, 14 décembre 2007*). 329

31 août 2010. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels et modifiant 1. le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation; 2. le règlement grand-ducal modifié du 10 février 1999 relatif à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie (*Mémorial A n° 173, 1^{er} octobre 2010*) 337

19 mai 2010. – DIRECTIVE 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments (*J.O. L 153, 18 juin 2010*). 348

16 janvier 2012. – RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) N° 244/2012 de la Commission complétant la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments en établissant un cadre méthodologique comparatif de calcul des niveaux optimaux en fonction des coûts des exigences minimales en matière de performance énergétique des bâtiments et éléments de bâtiment (*J.O. L 81, 21 mars 2012; Rect. J.O. L 250, 15 septembre 2012*). 361

20 janvier 2014. – RÈGLEMENT MINISTERIEL modifiant le règlement ministériel modifié du 7 décembre 2010 fixant les facteurs d'économie moyens et les facteurs climatiques prévus à l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels. (*Mémorial A n° 18, 10 février 2014*) 374

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

7 mars 2003. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (<i>Mémorial A n° 48, 17 avril 2003</i>)	376
20 avril 2009. – LOI relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux (<i>Mémorial A n° 82, 27 avril 2009</i>)	376
19 janvier 2004. – LOI - concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; - modifiant la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes; - complétant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement (<i>Mémorial A n° 10, 29 janvier 2004</i>)	385
27 décembre 2002. – DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA COMMISSION Natura 2000	403
14 janvier 2013. – DOCUMENT – Les zones Natura 2000 au Grand-Duché de Luxembourg	410
30 novembre 2012. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant désignation des zones de protection spéciale. (<i>Mémorial A n° 258, 12 décembre 2012</i>)	411
12 décembre 2012. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement (<i>Mémorial A n° 264, 18 décembre 2012</i>)	423
13 septembre 2012. – LOI portant 1. création d'un pacte climat avec les communes 2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement. (<i>Mémorial A n° 205, 20 septembre 2012</i>)	435
25 novembre 2005. – LOI concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement (<i>Mémorial A n° 204, 19 décembre 2005; Rect. Mémorial A n° 6, 11 janvier 2006</i>)	437
9 mai 2014. – LOI <i>a)</i> relative aux émissions industrielles <i>b)</i> modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés <i>c)</i> modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux. (<i>Mémorial A n° 81, 14 mai 2014</i>)	441

SOUS-TRAITANCE

23 juillet 1991. – LOI ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance (<i>Mémorial A n° 52, 8 août 1991</i>)	471
---	-----

VICES CACHES

CODE civil	474
----------------------	-----

VICES DE CONSTRUCTION

CODE civil	477
----------------------	-----

ZONES INONDABLES

19 décembre 2008. – LOI relative à l'eau modifiant 1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre; 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures; 4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; 6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; 7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'Etat et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts; 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables; 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau; 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau; 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre; 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000 (<i>Mémorial A n° 217, 30 décembre 2008</i>)	480
--	-----

3. URBANISME ET REMEMBREMENT

PLAN D'AMENAGEMENT GENERAL (PAG)

19 juillet 2004. – LOI concernant l'aménagement communal et le développement urbain (<i>Mémorial A n° 141, 4 août 2004</i>)	483
28 juillet 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant le contenu de l'étude préparatoire d'un plan d'aménagement général d'une commune (<i>Mémorial A n° 159, 29 juillet 2011</i>)	495
28 juillet 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune (<i>Mémorial A n° 159, 29 juillet 2011</i>)	501
28 juillet 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant le contenu du rapport de présentation du plan d'aménagement général d'une commune (<i>Mémorial A n° 159, 29 juillet 2011</i>)	511

PLAN D'AMENAGEMENT PARTICULIER (PAP)

19 juillet 2004. – LOI concernant l'aménagement communal et le développement urbain (<i>Mémorial A n° 141, 4 août 2004</i>)	513
---	-----

28 juillet 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant le contenu du plan d'aménagement particulier «quartier existant» et du plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» portant exécution du plan d'aménagement général d'une commune (*Mémorial A n° 159, 29 juillet 2011*)..... 525

28 juillet 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant le contenu du rapport justificatif et du plan directeur du plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» (*Mémorial A n° 159, 29 juillet 2011*) 532

PROCEDURE ADMINISTRATIVE

1^{er} décembre 1978. – LOI réglant la procédure administrative non contentieuse (*Mémorial A n° 87, 27 décembre 1978*)..... 534

8 juin 1979. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes (*Mémorial A n° 54, 6 juillet 1979*) 534

21 juin 1999. – LOI portant règlement de procédure devant les juridictions administratives (*Mémorial A n° 98, 26 juillet 1999*) 536

25 avril 2013. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL déterminant les attributions et l'organisation d'une Cellule de facilitation relative aux autorisations dans les domaines de l'urbanisme et de l'environnement (*Mémorial A n° 86, 13 mai 2013*)..... 544

REGLEMENT DES BATISSES

19 juillet 2004. – LOI concernant l'aménagement communal et le développement urbain (*Mémorial A n° 141, 4 août 2004*) 553

REMEMBREMENT

25 mai 1964. – LOI concernant le remembrement des biens ruraux (*Mémorial A n° 46, 3 juin 1964*) 554

19 juillet 2004. – LOI concernant l'aménagement communal et le développement urbain (*Mémorial A n° 141, 4 août 2004*) 568

7 novembre 2007. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant le contenu, les conditions et les modalités de réalisation de l'étude d'impact prévue en matière de remembrement des biens ruraux (*Mémorial A n° 199, 13 novembre 2007*) 573

SITES ET MONUMENTS NATIONAUX

18 juillet 1983. – LOI concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux (*Mémorial A n° 62, 10 août 1983*) 576

17 mars 1998. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les modalités d'application de l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux (*Mémorial A n° 28, 10 avril 1998*)..... 582

4 juin 1984. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à la publicité visée aux articles 37 et ss. de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux (*Mémorial A n° 59, 22 juin 1984*). 582

21 juillet 2009. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'allocation de subventions pour des travaux de restauration d'immeubles (*Mémorial A n° 185, 2 septembre 2009*) 583

19 décembre 2014. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'allocation de subventions pour des travaux de restauration d'immeubles. (*Mémorial A n° 253, 24 décembre 2014*)..... 584

URBANISME

30 juillet 2013. – LOI concernant l'aménagement du territoire et modifiant: 1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes; 2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique; 3. la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels; 4. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (*Mémorial A n° 160, 6 septembre 2013*).. 589

19 juillet 2004. – LOI concernant l'aménagement communal et le développement urbain (*Mémorial A n° 141, 4 août 2004*) 599

7 août 1961. – LOI relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (*Mémorial A n° 32, 16 août 1961*)..... 623

28 juillet 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'organisation et le fonctionnement de la commission d'aménagement ainsi que l'organisation et le fonctionnement de la cellule d'évaluation (*Mémorial A n° 159, 29 juillet 2011*)..... 629

26 septembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la composition, l'organisation et le fonctionnement du Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire (*Mémorial A n° 207, 4 octobre 2011*) 631

25 avril 2013. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL déterminant les attributions et l'organisation d'une Cellule de facilitation relative aux autorisations dans les domaines de l'urbanisme et de l'environnement (*Mémorial A n° 86, 13 mai 2013*)..... 631

24 juillet 2014. – LOI portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare Centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg. (*Mémorial A n° 151, 6 août 2014*)..... 633

3 juillet 2015. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déclarant obligatoire la modification ponctuelle du plan d'aménagement partiel arrêté par le Conseil de Gouvernement en date du 4 août 1978 et déclaré obligatoire par le règlement grand-ducal du 25 août 1978 déclarant obligatoire le plan d'aménagement partiel portant création de zones industrielles à caractère national dans le sud du pays. (*Mémorial A n° 126, 10 juillet 2015*) 633

21 décembre 2009. – LOI sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes (*Mémorial A n° 259, 28 décembre 2009*) 641

4. PROPRIÉTÉ DE L'IMMEUBLE

ACCESSION

CODE civil..... 648

AIDES AU LOGEMENT

25 février 1979. – LOI concernant l'aide au logement (*Mémorial A n° 16, 27 février 1979*)..... 651

16 novembre 1998. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (*Mémorial A n° 97, 25 novembre 1998*) 663

2 avril 2004. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les conditions et modalités d'octroi de l'aide au financement de garanties locatives prévue par l'article 14quater de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (*Mémorial A n° 54, 20 avril 2004*)..... 670

5 mai 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (*Mémorial A n° 92, 12 mai 2011*)..... 673

30 décembre 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (*Mémorial A n° 1, 2 janvier 2012*)... 685

30 juillet 2002. – LOI déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification: 1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché; 2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; 3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; 5. de la loi du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects (*Mémorial A n° 82, 1^{er} août 2002*)... 686

19 juillet 2004. – LOI concernant l'aménagement communal et le développement urbain (*Mémorial A n° 141, 4 août 2004*)..... 690

BORNAGE

CODE civil..... 692

13 août 2002. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant fixation du tarif des taxes à percevoir au profit de l'État pour les travaux de mensuration et de bornage exécutés par l'Administration du cadastre et de la topographie (*Mémorial A n° 108, 11 septembre 2002*)..... 692

CADASTRE ET TOPOGRAPHIE

25 juillet 2002. – LOI portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie (*Mémorial A n° 108, 11 septembre 2002*)..... 695

CODE pénal..... 699

9 mars 2009. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant fixation des conditions et modalités de délivrance de la documentation cadastrale (*Mémorial A n° 60, 27 mars 2009*) 700

25 septembre 1905. – CIRCULAIRE relative à l'exécution, sous le rapport des indications cadastrales, de la loi sur la transcription des droits réels immobiliers (*Mémorial A n° 63, 28 octobre 1905*)..... 703

CADASTRE VERTICAL ET COPROPRIÉTÉ

16 mai 1975. – LOI portant statut de la copropriété des immeubles bâtis (*Mémorial A n° 28, 23 mai 1975*)..... 705

13 juin 1975. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL prescrivant les mesures d'exécution de la loi du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles (*Mémorial A n° 34, 20 juin 1975*)..... 711

19 mars 1988. – LOI sur la publicité foncière en matière de copropriété (*Mémorial A n° 15, 12 avril 1988*)..... 714

22 juin 1988. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la publicité en matière de copropriété (*Mémorial A n° 36, 20 juillet 1988*)..... 716

DROIT DE SUPERFICIE

22 octobre 2008. – LOI portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes (*Mémorial A n° 159, 27 octobre 2008*)..... 721

EMPHYTEOSE

22 octobre 2008. – LOI portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes (*Mémorial A n° 159, 27 octobre 2008*)..... 723

EXPROPRIATION

CODE civil..... 725

CONSTITUTION coordonnée (*Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868*)..... 726

4 mars 1896. – LOI concernant l'expropriation par zone pour cause d'utilité publique (*Mémorial A n° 12, 7 mars 1896*)..... 726

16 août 1967. – LOI ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes (*Mémorial A n° 57, 23 août 1967*)..... 727

15 mars 1979. – LOI sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (*Mémorial A n° 25, 28 mars 1979*)... 730

13 avril 1970. – LOI fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles (*Mémorial A n° 21, 18 avril 1970*)..... 736

7 août 1961. – LOI relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (*Mémorial A n° 32, 16 août 1961*)..... 737

19 juillet 2004. – LOI concernant l'aménagement communal et le développement urbain (*Mémorial A n° 141, 4 août 2004*) 737

27 juillet 1993. – LOI ayant pour objet: 1. le développement et la diversification économiques; 2. l'amélioration de la structure générale de l'économie (*Mémorial A n° 56, 28 juillet 1993*)..... 738

18 juillet 1983. – LOI concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux (*Mémorial A n° 62, 10 août 1983*) 738

IMMEUBLES

CODE civil 740

IMMEUBLES PAR DESTINATION

CODE civil 742

MITOYENNETE

CODE civil 744

PROPRIETE

CODE civil 748

PUBLICITE FONCIERE

11 novembre 2003. – LOI relative à la publicité foncière et portant modification – de la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques; – de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales; – de la loi du 9 août 1980 relative à l'inscription des testaments (*Mémorial A n° 163, 18 novembre 2003*) 752

26 juin 1953. – LOI concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques (*Mémorial A n° 39, 26 juin 1953*)..... 753

RESPONSABILITÉ

CODE civil 756

SERVITUDES

GÉNÉRALITÉS

CODE civil 757

19 juillet 2004. – LOI concernant l'aménagement communal et le développement urbain (*Mémorial A n° 141, 4 août 2004*) 761

2 août 1939. – LOI créant des servitudes de visibilité pour la voirie de l'État et des communes (*Mémorial A n° 53, 7 août 1939*)..... 764

DROIT DE PASSAGE

CODE civil 767

27 février 2011. – LOI sur les réseaux et les services de communications électroniques (*Mémorial A n° 43, 8 mars 2011*) 767

SERVITUDES DE VUE

CODE civil 770

TROUBLE DU VOISINAGE

CODE civil 772

USUFRUIT

CODE civil 776

UTILISATION A TEMPS PARTIEL DES BIENS IMMOBILIERS

8 avril 2011. – LOI portant introduction d'un Code de la consommation (*Mémorial A n° 69, 12 avril 2011*)..... 781

5. PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

ANTICHRESE

CODE civil 785

HYPOTHEQUES ET PRIVILEGES SUR LES IMMEUBLES

3 janvier 1824. – LOI portant des modifications dans les dispositions existantes à l'égard des droits d'hypothèque (*Mémorial A n° 1, 1^{er} janvier 1824*) 786

CODE civil 787

18 avril 1910. – LOI sur le régime hypothécaire (*Mémorial A n° 20, 20 avril 1910*) 798

19 avril 1910. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL concernant le règlement d'exécution de la loi du 18 avril 1910 sur le régime hypothécaire (*Mémorial A n° 49, 8 septembre 1910*) 801

6. UTILISATION DE L'IMMEUBLE

BAIL (transcription)	
25 septembre 1905. – LOI sur la transcription des droits réels immobiliers (<i>Mémorial A n° 63, 28 octobre 1905</i>)	803
3 janvier 1824. – LOI portant des modifications dans les dispositions existantes à l'égard des droits d'hypothèque (<i>Mémorial A n° 1, 1^{er} janvier 1824</i>)	804
25 septembre 1905. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant règlement pour l'exécution de la loi du même jour sur la transcription des droits réels immobiliers (<i>Mémorial A n° 63, 28 octobre 1905</i>)	804
BAIL (enregistrement)	
31 décembre 1996. – CODE FISCAL	805
BAIL A FERME	
18 juin 1982. – LOI portant réglementation du bail à ferme (<i>Mémorial A n° 49, 21 juin 1982</i>)	807
CODE civil	811
BAIL COMMERCIAL	
CODE civil	815
BAIL D'HABITATION	
GÉNÉRALITÉS	
21 septembre 2006. – LOI sur le bail à usage d'habitation (<i>Mémorial A n° 175, 2 octobre 2006</i>)	819
CODE civil	827
25 février 1979. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location (<i>Mémorial A n° 16, 27 février 1979</i>)	830
Nouveau CODE de procédure civile	832
COMMISSION DES LOYERS	
19 février 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la zone de compétence territoriale et le siège des commissions des loyers instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants, prévues par l'article 7 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, et déterminant le montant des indemnités revenant aux membres et aux secrétaires des commissions des loyers (<i>Mémorial A n° 26, 6 mars 2008</i>)	835
DROIT DE PREEMPTION	
21 septembre 2006. – LOI sur le bail à usage d'habitation (<i>Mémorial A n° 175, 2 octobre 2006</i>)	837

FIN DU BAIL

CODE civil	838
21 septembre 2006. – LOI sur le bail à usage d'habitation (<i>Mémorial A n° 175, 2 octobre 2006</i>)	839

OBLIGATION DU BAILLEUR

CODE civil	841
----------------------	-----

OBLIGATION DU PRENEUR

CODE civil	844
----------------------	-----

REPARATIONS LOCATIVES

CODE civil	846
----------------------	-----

SOUS LOCATION

CODE civil	848
----------------------	-----

OCCUPANT SANS DROIT NI TITRE

Nouveau CODE de procédure civile	850
--	-----

PRIVILÈGE DU BAILLEUR

CODE civil	852
----------------------	-----

7. VENTE DE L'IMMEUBLE**ACTE NOTARIE**

25 septembre 1905. – LOI sur la transcription des droits réels immobiliers (<i>Mémorial A n° 63, 28 octobre 1905</i>)	853
25 septembre 1905. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant règlement pour l'exécution de la loi du même jour sur la transcription des droits réels immobiliers (<i>Mémorial A n° 63, 28 octobre 1905</i>)	857
26 juin 1953. – LOI concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques (<i>Mémorial A n° 39, 26 juin 1953</i>)	858
23 décembre 1953. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL réglant l'exécution de la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques (<i>Mémorial A n° 76, 23 décembre 1953</i>)	861
9 décembre 1862. – LOI sur le tarif des notaires (<i>Mémorial A n° 20, 13 décembre 1862</i>)	861
31 décembre 1938. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL sur les honoraires et émoluments notariaux (<i>Mémorial A n° 91, 31 décembre 1938; Rect. Mémorial A n° 92, 31 décembre 1938</i>)	862
24 juillet 1971. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant révision du tarif des notaires (<i>Mémorial A n° 51, 6 août 1971</i>)	863

GARANTIE CONTRE L'EVICION

CODE civil 874

PREEMPTION

22 octobre 2008. – LOI portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes (*Mémorial A n° 159, 27 octobre 2008*) 876

21 septembre 2006. – LOI sur le bail à usage d'habitation (*Mémorial A n° 175, 2 octobre 2006*) 878

18 juillet 1983. – LOI concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux (*Mémorial A n° 62, 10 août 1983*) 879

CODE civil 879

RESCISION POUR LESION

CODE civil 881

SAISIE IMMOBILIERE

Nouveau CODE de procédure civile 884

30 janvier 1889. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL approuvant le cahier des charges général pour les ventes sur saisie immobilière (*Mémorial A n° 8, 12 février 1889*) 897

VENTE

COMPROMIS

CODE civil 902

GÉNÉRALITÉS

CODE civil 905

CONDITIONS SUSPENSIVES

CODE civil 909

CONDITIONS RESOLUTOIRES

CODE civil 914

FACULTE DE RACHAT

CODE civil 915

MENTIONS OBLIGATOIRES

CODE civil 917

9 décembre 1976. – LOI relative à l'organisation du notariat (*Mémorial A n° 76, 14 décembre 1976; Rect. Mémorial A n° 84, 31 décembre 1976*) 918

26 juin 1953. – LOI concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques (*Mémorial A n° 39, 26 juin 1953*) 918

23 décembre 1953. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL réglant l'exécution de la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques (*Mémorial A n° 76, 23 décembre 1953*) 918

19 juillet 2004. – LOI concernant l'aménagement communal et le développement urbain (*Mémorial A n° 141, 4 août 2004*) 919

18 juillet 1983. – LOI concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux (*Mémorial A n° 62, 10 août 1983*) 920

OBLIGATIONS DU VENDEUR

CODE civil 921

OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

CODE civil 924

SIMULATION

28 janvier 1948. – LOI tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession (*Mémorial A n° 9, 31 janvier 1948*) 925

CODE pénal 932

CODE civil 932

PRIVILEGE DU VENDEUR

CODE civil 934

TRANSCRIPTION

VENTE A REMERE

CODE civil 936

VENTE FORCEE

VENTE D'IMMEUBLE A CONSTRUIRE

GÉNÉRALITÉS

CODE civil 938

3 septembre 1985. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant le contenu de la notice descriptive prévue à l'article 1601-5 du code civil (*Mémorial A n° 63, 10 octobre 1985*) 941

GARANTIE D'ACHEVEMENT

24 février 1977. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL pris en exécution de l'article 1601-5 du Code Civil (*Mémorial A n° 9, 25 février 1977*) 951

3 octobre 1978. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la garantie d'achèvement des travaux d'aménagement en cas de vente de terrain à bâtir (*Mémorial A n° 68, 23 octobre 1978*) 951

GARANTIE DE CONFORMITE

28 décembre 1976. – LOI relative aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie en raison de vices de construction (<i>Mémorial A n° 82, 29 décembre 1976; Rect. Mémorial A n° 84, 31 décembre 1976</i>).....	953
CODE pénal.....	954

VENTE A TERME**VENTE AUX ENCHERES****8. FISCALITÉ****FISCALITE DIRECTE****IMPOT FONCIER**

1. Dezember 1936. – LOI sur l'impôt foncier (Grundsteuer-gesetz) (<i>Mémorial A n° 900, 2 janvier 1936</i>).....	958
31. März 1943 E. Verordnung über die Erhebung der Gewerbesteuer in vereinfachter Form.....	965
7 janvier 1961. – CIRCULAIRE évaluation du droit d'usufruit sur un bien économique.....	968

IMPOT SUR LE REVENU

4 décembre 1967. – LOI modifiée concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 79, 6 décembre 1967/1228</i>)	972
21 avril 1990. – NOTE DE SERVICE L.I.R./N.S. – n° 98/3 – Intérêts passifs en relation avec une résidence secondaire	976
30 juillet 2002. – LOI déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification: 1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché; 2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; 3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; 5. de la loi du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects (<i>Mémorial A n° 82, 1^{er} août 2002</i>) ..	983
22 octobre 2008. – LOI portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes (<i>Mémorial A n° 159, 27 octobre 2008</i>)	985
12 juillet 1968. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la fixation de la valeur locative de l'habitation occupée en vertu du droit de propriété ou occupée à titre gratuit ou en vertu d'un droit de jouissance viager ou légal. (<i>Mémorial A n° 36, 25 juillet 1968</i>).....	985
11 août 1970. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de l'article 20 de la loi concernant l'impôt sur le revenu. (<i>Mémorial A n° 47, 24 août 1970; Rect. Mémorial A n° 65, 7 décembre 1970</i>)	987

4 juin 1992. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de l'article 102 <i>bis</i> , alinéa 5 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (dépendances non normales de la résidence principale). (<i>Mémorial A n° 43, 26 juin 1992</i>).....	988
16 juin 1992. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de l'article 99 <i>ter</i> , alinéas 3 à 5 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. (<i>Mémorial A n° 43, 26 juin 1992</i>).....	988
19 novembre 1999. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de l'article 106, alinéas 3 et 4 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (base d'amortissement forfaitaire et taux d'amortissement pour immeubles locatifs). (<i>Mémorial A n° 141, 10 décembre 1999; Rect. Mémorial A n° 149, 28 décembre 1999/2936</i>)	989
13 juin 2014. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL abrogeant le règlement grand-ducal du 17 juin 1992 portant exécution de l'article 102, alinéa 8 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (transfert des plus-values). (<i>Mémorial A n° 105, 18 juin 2014</i>)	990
19 juillet 1974. – CIRCULAIRE L.I.R. N° 53 Imposition du nu-propriétaire et de l'usufruitier. Application de l'article 108 <i>bis</i> L.I.R.	990
16 juillet 1975. – CIRCULAIRE L.I.R. n° 58 – Détermination de la valeur locative de l'habitation à disposition du propriétaire à l'étranger.	996
11 mai 1981. – CIRCULAIRE L.I.R. n° 81 – Application de l'article 55 <i>bis</i> L.I.R. introduit par l'article 3 de la loi du 15 juillet 1980 modifiant certaines dispositions de la loi concernant l'impôt sur le revenu, et modifications apportées aux articles 130 et 169 L.I.R. par les articles 4 et 5 de la même loi.....	996
2 mai 1984. – CIRCULAIRE L.I.R. n° 1013 – Fixation de la valeur locative forfaitaire des habitations par application du règlement grand-ducal du 12 juillet 1968	998
29 décembre 1994. – CIRCULAIRE L.I.R. n° 99 <i>ter</i> /1 Imposition des plus-values immobilières suite aux modifications contenues dans la loi du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects et dans les règlements d'exécution ..	1006
7 février 2000. – CIRCULAIRE L.I.R. n° 106/2 – Base et taux d'amortissement des immeubles bâtis ne faisant pas partie d'un actif net investi	1020
30 avril 2002. – CIRCULAIRE L.I.R. n° 23/2 – Valeur actuelle des rentes viagères.	1023
23 mai 2003. – CIRCULAIRE L.I.R. n° 14/2 – Traitement fiscal d'une personne physique exploitant une installation photovoltaïque	1027
16 mars 2005. – CIRCULAIRE L.I.R. n° 105/8 – Aspects de la détermination du revenu net provenant de la location de biens immobiliers bâtis faisant partie du patrimoine privé	1031
16 février 2009. – CIRCULAIRE LIR n° 99 <i>ter</i> /3 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes: mesures fiscales ayant un impact sur l'impôt sur le revenu	1036
25 juillet 2014. – CIRCULAIRE L.I.R. n° 102/1 – Échange de biens immobiliers	1037

TAXE COMMUNALE SPECIFIQUE

22 octobre 2008. – LOI portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes (<i>Mémorial A n° 159, 27 octobre 2008</i>)	1038
---	------

FISCALITE INDIRECTE

TVA

12 février 1979. – LOI concernant la taxe sur la valeur ajoutée (*Mémorial A n° 11, 19 février 1979*) 1040

7 mars 1980. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les limites et les conditions de l'exercice du droit d'option pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations immobilières (*Mémorial A n° 16, 26 mars 1980*) .. 1079

30 juillet 2002. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives (*Mémorial A n° 82, 1^{er} août 2002*) 1083

19 décembre 2014. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives. (*Mémorial A n° 258, 24 décembre 2014*) 1087

22 juillet 1937. – CIRCULAIRE n° 54 TVA 1088

DROITS D'ENREGISTREMENT, D'INSCRIPTION ET DE TRANSCRIPTION

12 décembre 1798. – LOI sur l'enregistrement (*Mémorial A n° 7, 7 janvier 1798*) 1091

30 juillet 2002. – LOI déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification: 1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché; 2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; 3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; 5. de la loi du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects (*Mémorial A n° 82, 1^{er} août 2002*) .. 1107

2 janvier 2015. – SURTAXE COMMUNALE sur les droits d'enregistrements rédus sur toutes les mutations immobilières 1111

28 décembre 1976. – LOI relative aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie en raison de vices de construction (*Mémorial A n° 82, 29 décembre 1976; Rect. Mémorial A n° 84, 31 décembre 1976*) 1111

7 août 1920. – LOI portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc (*Mémorial A n° 57, 14 août 1920*) 1112

29 mai 1906. – LOI sur les habitations à bon marché. (*Mémorial A n° 65, 31 octobre 1906*) 1120

25 septembre 1905. – LOI sur la transcription des droits réels immobiliers (*Mémorial A n° 63, 28 octobre 1905*) 1122

18 juin 1876. – LOI portant réduction des droits à percevoir sur les actes d'échange de propriétés immobilières non bâties (*Mémorial A n° 41, 24 juin 1876*) 1123

3 janvier 1824. – LOI portant des modifications dans les dispositions existantes à l'égard des droits d'hypothèque (*Mémorial A n° 1, 1^{er} janvier 1824*) 1123

11 mars 1799. – LOI relative à l'organisation de la conservation des hypothèques 1123

24 mars 1806. – LOI relative à la prescription des droits d'enregistrement des inscriptions et transcriptions hypothécaires 1127

28 janvier 1948. – LOI tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession (*Mémorial A n° 9, 31 janvier 1948*) 1127

LEASING IMMOBILIER

24 décembre 1996. – LOI portant modification de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects (*Mémorial A n° 95, 30 décembre 1996*) 1134

9. PACTE LOGEMENT

22 octobre 2008. – LOI portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes (*Mémorial A n° 159, 27 octobre 2008*) 1137